

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SOGEFINANCEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 2 820 000 €
Siège social : 57-59, avenue de Chatou, 92500 Rueil-Malmaison
394 352 272 R.C.S. Nanterre.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 mai 2017

I. – Bilan au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, Banques Centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (notes 1 et 21)	2 713 870	2 693 494
A vue	123 266	102 128
A terme	2 590 604	2 591 366
Créances sur clientèle (notes 2 et 21)	2 836 223	2 913 120
Autres concours à la clientèle	2 836 223	2 913 088
Comptes ordinaires débiteurs	0	32
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 3 et 21)	1 077 734	1 080 002
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et activités de portefeuille (note 4)	0	0
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
Immobilisations incorporelles (note 5 & note 5bis)		
Immobilisations corporelles (note 5 & note 5bis)		
Autres actifs (note 6)	23 932	28 424
Comptes de régularisation (note 7)	4 127	4 386
Total actif	6 655 886	6 719 426

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Dettes envers les établissements de crédit (notes 8 et 21)	6 421 525	6 485 115
A vue	39	4
A terme	6 421 486	6 485 111
Comptes créditeurs de la clientèle (note 21)	1 095	828
Autres dettes		
A vue	1 095	828
A terme		
Dettes représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		
Autres passifs (note 9)	61 945	73 785
Comptes de régularisation (note 10)	3 723	3 478
Provisions		
Capital souscrit (note 11)	2 820	2 820
Réserves (note 11)	282	282
Amortissements dérogatoires		
Subventions d'investissement		

Report à nouveau (note 11)	54 242	54 230
Résultat de l'exercice (+/-)	110 254	98 888
Total passif	6 655 886	6 719 426

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financement (note 12)		
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 018 346	1 963 990
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle		
Autres engagements		
Autres engagements donnés	0	0
Engagements de garantie donnée sur opérations de crédits		
Engagements reçus		
Engagements de financement (note 13)		
Engagements reçus d'établissements de crédit	355 980	355 980
Engagements sur instruments financiers		
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	60 501	64 455

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

	31/12/2016	31/12/2015
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés (note 14)	312 999	345 537
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	20 826	34 292
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	153 589	174 686
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations sur titres revenus fixes	138 584	136 559
+ Autres intérêts et produits assimilés		
- Intérêts et charges assimilées (note 14)	-66 248	-94 621
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-66 248	-94 621
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
- Autres intérêts et charges assimilées		
+ Produits sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et opérations assimilées		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) (note 15)	43 022	44 071
- Commissions (charges) (note 15)	-31 486	-32 245
+/- Gains ou pertes sur opérations financières		
Autres produits et charges ordinaires		
+ Autres produits d'exploitation (note 16)	3 786	3 863
- Sur refacturations	3 472	3 481
- Sur produits divers de gestion courante	314	382
- Autres charges d'exploitation (note 16)	-1 050	2 869
- Sur Quote-part d'exploitation faites en commun		
- Sur charges diverses de gestion courante	-659	-790
- Sur étalement surendettement	-391	3 659
Produit net bancaire	261 023	269 474
- Charges générales d'exploitation (note 17)	-16 383	-16 044
- Frais de personnel		

- Autres frais administratifs	-16 383	-16 044
- Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	244 640	253 430
+/- Coût du risque (note 18)	-83 316	-93 790
Résultat d'exploitation	161 324	159 640
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
+/- Résultat ordinaire avant impôt	161 324	159 640
+/- Résultat exceptionnel avant impôt (note 19)		
+/- Impôt sur les bénéfices (note 20 et 20 bis)	-51 070	-60 752
+/- Résultat de l'exercice	110 254	98 888

III. – Notes annexes aux comptes sociaux

I. – Information sur le choix des méthodes utilisées

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis et présentés en conformité avec les dispositions des règlements comptables de l'Autorité des Normes Comptables applicables aux établissements de crédit dans le respect des principes de prudence, de l'indépendance des exercices et en préservant la continuité de l'exploitation.

Les états de synthèse sociaux sont en conformité avec le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux états de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF et en conformité avec le règlement 2011-04 de l'ANC relatif aux primes sur dividende.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de Sogefinancement sont consolidés au niveau de Société Générale dont le siège se situe au 29 Boulevard Haussmann - 75009 Paris.

II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Conformément au règlement 2014-07 de l'ANC :

A. – Opérations sur les instruments financiers

Sogefinancement ne gère plus d'opération sur instruments financiers depuis 2010.

B. – Participation

Suite au nouveau statut de Sogefinancement en société de financement, la société a été remboursée du certificat de dépôt.

C. – Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de dépréciation enregistrée en déduction de cet encours pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes rattachées sont évaluées suivant la méthode dite du prorata temporis.

L'octroi de crédits à la consommation est réalisé dans le cadre d'un process normé dont le score constitue la pierre angulaire. Les demandes de financement sont instruites via des outils d'acquisition qui collectent des données issues des bases internes et externes (Banque de France, base tiers, détection de fraude, gestion des refus récents,...). Le dossier est soumis à un moteur de règles et de calcul de score. Les modèles de score font l'objet d'un monitoring trimestriel.

Par application du règlement ANC 2014-07, art 2221-1, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses.

Les encours douteux sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis plus de deux mois ;
- lorsque le contrat a été restructuré et dès la survenance du premier impayé ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles que l'on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie ;
- lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme des encours douteux compromis. L'identification intervient à la échéance du terme.

Chaque client possédant un dossier répondant aux critères de défaut Bâlois verra tous ses dossiers déclassés en application du principe de la contagion, même si certains ne répondent pas encore aux critères de déclassement.

La contagion externe est appliquée sur les encours de l'activité pour les clients communs avec les entités du groupe Société Générale.

Les clients douteux et douteux compromis font l'objet d'une dépréciation par populations homogènes auxquelles sont appliquées des taux de dépréciation issus d'observations statistiques sur une longue période, pondérés en fonction des tendances récentes. Les montants d'encaissements prévisionnels sont actualisés sur la durée du recouvrement restant à courir au taux moyen initial de production des contrats.

Les clients surendettés, dans leur ensemble, sont positionnés en clients douteux et font l'objet d'une dépréciation actualisée. Seuls les dossiers qui ne sont pas contentieux ou surendettement peuvent, après régularisation de leurs impayés générant le déclassement initial, passer à nouveau en encours sain.

Les créances sont inscrites en pertes dès que leur irrécouvrabilité est prononcée. Celle-ci peut être déclarée dès lors qu'il est devenu impossible d'instrumenter le débiteur.

Dans tous les cas, ce constat est formalisé pour chaque créance.

Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps est comptabilisée en coût net du risque.

Les encours de crédits ne présentent pas de créances restructurées au sens du règlement ANC 2014-07.

Les intérêts et indemnités légales calculés sur les impayés sont comptabilisés en totalité pour la partie non encaissée.

Les créances restructurées sans impayé sont inscrites en encours douteux et représentent un montant de 84 M€

D. – Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

E. – Impôt sur les sociétés

Sogefinancement fait partie d'une intégration fiscale dont la société mère est la Société Générale (art 223 A à U du CGI). La convention d'intégration fiscale retenue est la convention de neutralité.

Cela signifie qu'en matière d'impôt sur les sociétés (ainsi que de contribution additionnelle et de contribution sociale sur les bénéfices), l'impôt est déterminé par Sogefinancement comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les montants ainsi calculés, déduction faite des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, sont dus à la société mère.

La convention d'intégration fiscale retient la conception selon laquelle, les économies d'impôts réalisées par le groupe grâce aux déficits, sont allouées immédiatement aux sociétés intégrées déficitaires.

F. – Opérations avec la clientèle

Les frais de dossier entrant dans le champs de l'avis CRC 2009-03 en 2010 ainsi que le reversement fait à la Société Générale sont reclassés en produits nets d'intérêts sur opérations de crédit à la clientèle. En application de l'avis CRC 2009-03, les commissions reçues et les coûts marginaux encourus lors de l'octroi d'un crédit sont étalés au prorata capital restant dû.

G. – Commissions

La rubrique « commissions » comprend les commissions de placement et d'assurance qui sont reversées à la Société Générale.

H. – Autres frais généraux

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2016 s'élèvent à 30 K€.

I. – Avances et crédits accordés aux dirigeants

Conformément à l'article 106 de la loi du 24 juillet 1966, aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants de la société.

Aucune rémunération n'a été versée aux dirigeants pour l'année 2016 par la société.

J. – Provisions pour risques

Conformément au règlement 00-06 du CRC qui définit un passif, un passif éventuel et une provision, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision est comptabilisée pour des risques et charges nettement précisées quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers ;
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

K. – Engagements donnés et reçus

La garantie donnée par Sogefinancement à la Société Générale (avec remise en pleine propriété de crédits Expresso) en contrepartie du prêt à recours limité consenti par la Société Générale à Sogefinancement est enregistrée au hors bilan en engagement donné.

L. – L'opération de titrisation Red and Black 2013

L'opération, dont le lancement est intervenu le 8 octobre 2013 et renouvelé en septembre 2016 (avec un remboursement partiel des parts junior et la réserve générale en juin 2015 et un remboursement de la réserve générale en septembre 2016), consiste à céder des créances à un Fond Commun de Titrisation (FCT) spécifiquement créé à cet effet et émettant des titres de différentes natures :

- des parts dites « sénior » pour un montant de 2 500 M€, disposant de meilleur rang d'allocation des disponibilités du FCT et notées AAA par au moins deux agences de notation. Elles sont souscrites par SGPM et paient un coupon à taux variable capé ;
- des parts dites « junior » pour un montant de 1 071,5 M€, souscrites par Sogefinancement ;
- des parts résiduelles pour un montant de 300 €, également souscrites par Sogefinancement, qui ont pour vocation d'attribuer au cédant la marge sur l'encours cédés.

Les fonds reçus consécutivement à la cession des créances au FCT sont replacés auprès de la Société Générale.

De ce fait, Sogefinancement conserve l'intégralité des refinancements mis en place avant la titrisation dans le cadre de l'adossement de la production.

La titrisation porte sur le portefeuille de crédits classiques Expresso dont les règles d'éligibilités doivent rendre possible l'opération à un maximum de créances tout en respectant les exigences réglementaires et la notation AAA de la tranche des parts « sénior ».

Le rechargement, mensuel (le 20 de chaque mois), s'est étalé pendant 36 mois, et a été renouvelé pour 3 ans.

Il est prévu durant cette période un processus de rachat de contrats au FCT pour les créances ne respectant plus les critères d'éligibilités ou passant en défaut (i.e. passage au contentieux ou en saisine de surendettement).

L'opération de titrisation est qualifiée d'interne auto portée, car le groupe Société Générale détient tout le refinancement du véhicule de titrisation.

Le montant du portefeuille titrisés est de 3,571 Md€.

M. – Gestion des crédits restructurés

De nouvelles directives ont été données par l'European Banking Authority (EBA) en matière d'exposition non performante et de crédits restructurés dans le respect des obligations réglementaires et comptables IFRS auxquelles le Groupe est astreint, en particulier les nouvelles déclinaisons de la réglementation européenne « Bâle III » ou CRD IV.

Sont dits restructurés les financements dont le montant, la durée ou les modalités financières sont modifiées contractuellement du fait de l'insolvabilité de l'emprunteur (que cette insolvabilité soit avérée ou à venir de façon certaine en l'absence de restructuration) dans le but d'assurer la pérennité des paiements.

Le périmètre des crédits restructurés se décline en 3 populations :

- les encours en défaut restructuré : la contrepartie est mise en défaut à compter de la validation de sa mise en restructuration, pendant une période minimum d'un an ;
- les encours en sain restructuré probatoire : mise en période de probation de 2 ans maximum après la sortie du défaut, soit une mise sous surveillance [Watch List] avec en défaut au 1^{er} impayé ;
- au-delà de la période de probation, les règles standards de mise en défaut s'appliquent à nouveau et l'encours figure en sain standard.

Les principes habituels du provisionnement s'appliquent aux crédits restructurés :

- provisionnement spécifique tant que la contrepartie concernée est maintenue en défaut bâlois (restructuré avec contrepartie en défaut) ;
- provision base portefeuille pour les contreparties inscrites en Noms sous Surveillance (ou watch List) après leur retour en sain.

Les provisions « base portefeuille », contrairement aux provisions spécifiques, ne sont pas affectées à une contrepartie mais à un ensemble de contreparties qui ne sont pas en défaut.

Note 1. – Créances sur les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Créances à vue	123 266	102 128
Créances à terme (1)	2 590 604	2 591 366

Total	2 713 870	2 693 494
(1) Prêts à la Société Générale pour 2 589 749 K€		

Note 2. – Créances sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances commerciales			0			0
Autres concours à la clientèle	3 270 906	-434 683	2 836 223	3 352 732	-439 644	2 913 088
Crédits clientèle	2 345 787		2 345 787	2 352 771		2 352 771
Créances douteuses (1) (2)	491 798	-169 426	322 372	557 581	-163 165	394 416
Créances douteuses compromises	429 036	-265 257	163 779	437 584	-276 479	161 105
Créances rattachées	4 285		4 285	4 796		4 796
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	32		32
Comptes ordinaires débiteurs	0		0	32		32
Créances rattachées						
Total	3 270 906	-434 683	2 836 223	3 352 764	-439 644	2 913 120

(1) Le montant des encours restructurés au titre de l'exercice 2016 s'élève à 83 633 K€

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2016 s'élève à 5 710 K€

Dépréciations des Créances douteuses sur la clientèle

Eléments (En milliers d'euros.)	2015	Dotations	Reprises	2016
Créances douteuses	163 165	153 352	-147 091	169 426
Créances douteuses compromises	276 479	237 053	-248 275	265 257
Total	439 644	390 405	-395 366	434 683

Inclus les créances restructurés sans impayés, les saisines de surendettement et les impayés de plus de 2 mois.

1) Le montant des pertes sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2016 s'élève à 15 391 K€.

1) Le montant des profits sur les créances douteuses constaté au titre de l'exercice 2016 s'élève à 6 770 K€.

2) Le montant des pertes sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2016 s'élève à 80 123 K€.

2) Le montant des profits sur les créances douteuses compromises constaté au titre de l'exercice 2016 s'élève à 455 K€.

Note 3. – Obligations et autres titres à revenu fixe

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Parts de Fond Commun de Titrisation	1 071 500	1 071 500
Créances rattachées	6 234	8 502
Total	1 077 734	1 080 002

Note 4. – Participations et autres titres détenus à long terme

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
	0	0
Total	0	0

Note 5. – Immobilisations incorporelles et corporelles

Néant.

Note 5 bis. – Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Néant.

Note 6. – Autres actifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Etat, impôts et taxes	7	14
Groupe et Associés	1 177	167
Assurances	1 319	1 416
Dépôt de garantie (1)	21 429	26 786

Débiteurs divers	0	41
Total	23 932	28 424
<i>(1) Diminution du montant de la réserve générale de 5,4 M€</i>		

Note 7. – Comptes de régularisation actif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Produits à recevoir - Assurances	4 086	4 328
Produits à recevoir - Divers	40	58
Divers	1	0
Total	4 127	4 386

Note 8. – Dettes envers les établissements de crédit

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes à vue	39	4
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Dettes rattachées	39	4
Dettes à terme	6 421 486	6 485 111
Emprunts et comptes à terme	6 414 119	6 474 567
Dettes rattachées	7 367	10 544
Total	6 421 525	6 485 115

Note 9. – Autres passifs

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs	31	34
Etat, impôts et taxes	861	865
Créditeurs divers	51 819	61 628
Groupe et Associés	967	3 048
Assurances	8 076	8 207
Dépôts de garantie	191	3
Total	61 945	73 785

Note 10. – Comptes de régularisation - Passif

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Produits constatés d'avance	841	951
Charges à payer	202	248
Produit à étaler	2 680	2 279
Total	3 723	3 478

Note 11. – Les capitaux propres

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2015	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat	Distribution de dividendes	Autres variations	31/12/2016
Capital	2 820					2 820
Primes d'émission						
Réserve légale	282					282
Réserves réglementées						
Réserves ordinaires						
Report à nouveau	54 230		98 888	-98 876		54 242
Amortissements dérogatoires cogénération						

Autres amortissements dérogatoires						
Résultat	98 888	110 254	-98 888			110 254
Total	156 220	110 254	0	-98 876	0	167 598

Le capital de Sogefinancement est détenu par :

- Société Générale à hauteur de 80 % soit 141 000 actions de nominal 16 € ;
- Franfinance SA à hauteur de 20 % soit 35 250 actions de nominal 16 €.

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres				
	En début d'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	En fin d'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	176 250			176 250	16
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					

Note 12. – Engagements donnés

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Au profit de				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements en faveur des EC						0
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Opérations conditionnelles de gré à gré						
Caps, floor						0
Engagements en faveur de la clientèle					2 018 346	2 018 346
Engagements de garantie						
Garanties						0
Cautions						0
Autres engagements						
Autres engagements donnés (1)					0	0
Engagements sur opérations de crédits					0	0
Total	0	0	0	0	2 018 346	2 018 346

Note 13. – Engagements reçus

Catégories d'engagements Eléments (En milliers d'euros.)	Accordés par				Autres	Total
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées		
Engagements de financements						
Reçus des établissements de crédit				355 980		355 980
Engagements sur instruments financiers						
Opérations fermes de gré à gré						
Swaps de taux d'intérêt						0
Engagements de garantie						
Autres engagements reçus					60 501	60 501
Engagements divers						
Autres engagements reçus clients						
Total	0	0	0	355 980	60 501	416 481

Note 14. – Intérêts et produits assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec les établissements de crédit (1)	20 826	34 292
Intérêts sur compte ordinaire	5	0
Intérêts sur compte et prêt	20 821	34 292
Opérations avec la clientèle (1)	153 589	174 686
Intérêts reçus de la clientèle	153 589	174 686
Opérations sur titres (1)	138 584	136 559
Intérêts sur titres placement	138 584	136 559
Total	312 999	345 537
(1) Dont intérêts courus à recevoir :		
- Sur les prêts : 855 K€		
- Sur la clientèle : 1 722 K€		
- Sur titres de placement : 6 234 K€		

Note 14. – Intérêts et charges assimilés

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations avec les établissements de crédit (1)	66 248	94 621
Intérêts sur compte ordinaire	142	2
Intérêts sur compte et emprunts	66 106	94 619
Intérêts sur Swaps		
Opérations avec la clientèle (1)	0	0
Autres intérêts		
Autres intérêts et charges assimilées (1)	0	0
Pertes sur instruments de taux	0	0
Total	66 248	94 621
(1) Dont intérêts courus à payer :		
- Sur les comptes ordinaires : 34 K€		
- Sur les emprunts : 7 367 K€		

Note 15. – Commissions

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Produits de commissions sur		
Frais de gestion	42	53
Assurances	38 894	39 690
Prestation de service - assurance	4 086	4 328
Total des produits	43 022	44 071
Charges de commission sur		
Assurances	30 172	30 628
Commissions de placement	608	681
Autres commissions	706	936
Total des charges	31 486	32 245
Commissions nettes	11 536	11 826

Note 16. – Autres Produits d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Autres produits d'exploitation bancaire	3 786	3 863
Sur refacturation à Eurotitrisation	3 472	3 481
Sur produits divers de gestion courante	314	382
Total	3 786	3 863

Note 16. – Autres Charges d'exploitation bancaire

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Autres charges d'exploitation bancaire	1 050	-2 869
Sur charges diverses de gestion courante	659	790
Sur étalement de surendettement	391	-3 659
Total	1 050	-2 869

Note 17. – Autres charges générales d'exploitation

Eléments (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Honoraires (1) (2)	-85	-183
Impôts et taxes	5 563	5 340
Publicité, relations publiques	3	3
Refacturations sociétés groupe	8 333	9 158
Affranchissements	2 519	1 683
Divers	50	43
Total	16 383	16 044

(1) Ce poste est créditeur car il enregistre à la fois les honoraires payés et refacturés par Sogefinancement, les montants refacturés sont supérieurs aux montants payés

(2) Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2016 s'élèvent à 30 K€

Note 18. – Ventilation du coût du risque

Eléments (En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Sur créances	Sur opérations hors bilan	Sur créances	Sur opérations hors bilan
Pertes sur clients et débiteurs divers	-95 514		-116 215	
Dotations aux dépréciations sur clients et débiteurs divers (1-2)	-388 885		-391 857	
Reprises de dépréciations sur clients et débiteurs divers (1)	393 858		404 245	
Profits sur clients	7 225		10 037	
Total	-83 316		-93 790	

(1) Conformément à l'article 2231-2 de l'ANC 2014-07, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisé en coût du risque au lieu de l'effet de désactualisation.

(2) La provision sur restructurés enregistrée au titre de l'exercice 2016 s'élève à 5 710 K€

Note 19. – Produits exceptionnels

Néant.

Note 19. – Charges exceptionnelles

Néant.

Note 20. – Impôt sur les bénéfices

Répartition (En milliers d'euros.)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	161 324	51 070	110 254
Résultat exceptionnel			0
Total	161 324	51 070	110 254

Note 20 bis. – Preuve d'impôt

Résultat comptable avant impôt	161 324
Taux d'impôt théorique	34,43 %
Charge fiscale théorique	55 544
Impact des charges définitives non déductibles	-4 474

Différence sur taux d'impôt	
Charge fiscale courante	51 070

Note 21. – Emplois et ressources opérationnels ventilés selon la durée restant à courir

Eléments (En milliers d'euros.) Emplois	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit						2 713 870
A vue	123 266					123 266
A terme	65	4 918	2 552 512	33 109		2 590 604
Créances sur la clientèle						2 836 223
Autres concours à la clientèle	290 517	724 874	1 615 446	205 386		2 836 223
Comptes ordinaires débiteurs	0					0
Obligations et autres titres à revenus fixes						1 077 734
Parts de Fond de Commun de Titrisation			12 843	1 064 891		1 077 734
Total	413 848	729 792	4 180 801	1 303 386		6 627 827

Eléments (En milliers d'euros.) Ressources	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit						6 421 525
A vue	35	4				39
A terme	864 449	1 702 591	3 546 828	307 618		6 421 486
Comptes créditeurs de la clientèle						1 095
A vue	872	39	136	48		1 095
A terme						
Total	865 356	1 702 634	3 546 964	307 666		6 422 620

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

Rubriques	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la Société a un lien de participation
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	0	
Créances clients et comptes rattachées	137	
Passif		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (1)	966	
Résultat		
Charges (1)	8 333	
Produits	3 472	
Hors bilan		
Engagements donnés	0	
Engagements reçus	0	

(1) Dettes et charges de Sogefinancement vis-à-vis de Franfinance SA, Franfinance Location et Solocvi au 31/12/2015 dans le cadre des conventions réglementées.

Les autres transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché et ne sont donc pas reprise dans cette note.

Filiales et participations

Néant.

Identité des sociétés mères

Dénomination sociale - siège social	Forme	Pourcentage détenu
Société Générale 29 boulevard Haussmann Franfinance	Societe anonyme	80 %
59 Avenue de Chatou - 92853 Rueil Malmaison cedex	Societe anonyme	20 %

IV. – Proposition d'affectation du résultat 2016

	Avant affectation	Proposition affectation Résultat 2016	Après affectation
Capital	2 820		2 820
Réserves légales	282		282
Report à nouveau	54 242	98	54 340
Dividendes	0	110 156	0
Total	57 344	110 254	57 442

Résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
I. – Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (En euros.)	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000	2 820 000
b) Nombre d'actions émises	176 250	176 250	176 250	176 250	176 250
c) Nombre d'obligations converties en action					
II. – Opérations et résultats de l'exercice (En euros.)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes*	550 142 166	508 238 891	435 504 933	411 562 149	376 986 099
b) Résultat avant impôts amortissements et reprises de provisions	151 754 642	142 562 828	132 538 925	147 133 815	156 362 600
c) Impôts sur les bénéfices	54 556 268	48 012 875	56 102 918	60 751 820	51 069 945
d) Résultat après impôts amortissements et provisions	95 377 570	65 450 437	84 360 622	98 888 132	110 253 805
e) Montant des bénéfices distribués	111 918 750	95 175 000	65 388 750	84 247 500	110 156 250
III. – Résultats par action (En euros.)					
a) Résultat après impôts mais avant amortissements et provisions	551	536	434	490	597
b) Résultat après impôts amortissements et provisions	541	371	479	561	626
c) Dividende versé à chaque action	635	540	371	478	625
IV. – Personnel					
a) Effectif moyen des salariés					
b) Montant de la masse salariale					
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux					
* Chiffre d'affaire basé sur le déclaratif SURFI					

V. – Affectation du résultat

La Collectivité des Associés constate que l'exercice 2016 se solde par :

- un bénéfice de 110 253 805,87 € ;
 - augmenté du report à nouveau créditeur de 54 241 839,60 € ;
- Soit un montant à répartir de 164 495 645,47 €.

La Collectivité des Associés décide d'affecter comme suit le bénéfice distribuable de l'exercice 2016, qui s'élève à 164 495 645,47 € de la façon suivante :

Distribution d'un dividende de 625,00 € par action, soit pour 176 250 actions	110 156 250,00 €
Report à nouveau	54 339 395,47 €

Le dividende par action s'élève à 625,00 €, la mise en paiement devant intervenir au plus tard le 30 juin 2017.

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

La Collectivité des Associés reconnaît, qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercice 2013	371,00 €
Exercice 2014	478,00 €
Exercice 2015	561,00 €

VI. – Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Sogefinancement, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. – Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 12 mai 2017
Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés
Jean-Marc Mickeler

Ernst & Young et Autres
Vincent Roty

VII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.

1703508